



HAL
open science

Syrie : Assad reste, la question sunnite aussi

Thomas Pierret

► **To cite this version:**

| Thomas Pierret. Syrie : Assad reste, la question sunnite aussi. 2019. hal-02157557

HAL Id: hal-02157557

<https://hal.science/hal-02157557>

Submitted on 17 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Syrie : Assad reste, la question sunnite a

15/06/2019



Graffiti, mur d'Alep, 2014 : "Cri d'une patrie fatiguée par le sectarisme, les tueries, la destruction et les vols."



Par Thomas Pierret

Dans un article publié en mars dernier dans le *New Yorker*, l'ancien coordinateur de la Maison Blanche pour le Moyen-Orient Robert Malley, actuel directeur du prestigieux International Crisis Group, minimise l'importance du facteur confessionnel dans les conflits du Moyen-Orient. S'agissant de la Syrie, Malley et son co-auteur Hussein Agha récusent les analyses de la guerre en termes d'affrontement entre alaouites et sunnites, préférant voir dans le conflit une « lutte féroce entre sunnites » : des « sunnites ordinaires », d'une part, et une « opposition islamiste », d'autre part.[1]

On pourrait évoquer longuement le caractère problématique de la notion de « sunnites ordinaires » et la vision caricaturale de l'opposition syrienne proposée ici.

Toutefois, le propos d'Agha et Malley nous intéresse davantage en ce qu'il relève d'un courant d'analyse, minoritaire mais influent, qui entend déconstruire la perception dominante du problème syrien et en particulier le « mythe » d'un régime alaouite régnant sur la majorité sunnite. Si cette vision de la réalité syrienne s'est répandue, affirment les révisionnistes, c'est parce que nombre d'observateurs occidentaux ont embrassé le récit d'acteurs ayant un intérêt politique : la promotion d'une vision victimaire de l'identité sunnite, en tant que desquels l'opposition syrienne (en particulier dans sa composante islamiste) et les monarchies du Golfe qui l'ont soutenue.[2]

Le débat présenté ici ne relève pas d'une simple querelle d'experts car les arguments qui s'y expriment sont lourds d'implications futures. Si la question sunnite syrienne relève bel et bien du « mythe » construit par des entrepreneurs identitaires, alors l'affaiblissement de ces derniers en raison de leur défaite militaire, dans le cas des insurgés, ou la normalisation de leurs relations avec le régime d'Assad, inaugurée en décembre dernier par la réouverture de l'ambassade des Émirats Arabes Unis à Damas[3], pourrait conduire au dépassement de la question confessionnelle en tant que dynamique pertinente de la politique syrienne.

En revanche, si, comme le pense l'auteur de ces lignes, la question sunnite syrienne est le produit d'une condition objective, alors le problème confessionnel demeurera politiquement structurant et cela indépendamment des discours que les acteurs peuvent tenir sur son sujet.

Les sunnites et le pouvoir : partenaires ou seconds couteaux

L'argumentation des révisionnistes pêche à la fois par une sous-estimation de la domination alaouite et par une surestimation du rôle des entrepreneurs identitaires dans la confessionnalisation du conflit. Affirmer que ce dernier n'est « pas exclusivement alaouite » est exact : aussi exact que prétendre qu'un groupe comprenant une seule femme sur sa dizaine de membres ne serait « pas exclusivement masculin ».

aujourd'hui reconnaît une telle proportion pour ce qu'elle est : au mieux, le reflet du pouvoir, une tentative peu convaincante d'occulter la domination masculine. De même, les « sunnites sécuritaires syriens, colonne vertébrale du régime, sont des arbres clairsemés qui cachent bien

En 2019, trois alaouites occupent les fonctions les plus élevées de l'armée arabe syrienne : le commandant en chef, le général Ali Ayyoub, ministre de la Défense, et le numéro un de l'état-major constituent pour leur part moins de vingt pour cent du corps des officiers,[4] proportion qui tombe à des échelons les plus élevés : commandements des cinq corps d'armée, des dix-huit divisions territoriales, des services de renseignements régionaux, des unités d'élite (Garde républicaine, 4^e Division blindée, Forces spéciales, services de renseignements rattachés à l'armée (Renseignements militaires et des Forces aériennes (missiles balistiques et guerre chimique) et des principaux groupes paramilitaires (Forces de défense intérieure). Les services de renseignements du ministère de l'Intérieur (sécurité de l'État et sécurité politique) sont aussi dominés par les sunnites mais l'identité de leurs prédécesseurs indique que cette situation n'a rien d'une nouveauté. Ils exercent des fonctions des officiers alaouites occupant des positions formellement inférieures. Qui plus est, le service établi pour coordonner le travail des différents services est dirigé par le général Ali Mamlouk qui serait, comme son prédécesseur Hisham Ikhtiyar, un chiite dont le régime cherche à faire acc

La domination écrasante des officiers alaouites sur l'appareil militaro-sécuritaire n'est guère représentative de la représentation des sunnites dans les institutions civiles de l'État car ces derniers sont totalement absents et aux barons de l'appareil militaro-sécuritaire. L'importante présence sunnite dans la haute-fonction est le résultat d'une stratégie de cooptation transconfessionnelle et non, comme le voudrait une confusion réelle, d'un effectif du pouvoir au sein d'un régime authentiquement multiconfessionnel.

D'aucuns affirment que les milieux d'affaires constitueraient une élite sunnite dotée d'un véritable pouvoir. L'analyste Nir Rosen, proche de Robert Malley,[6] les hommes d'affaires sont « le régime sous-jacent, indépendamment de ceux qui le gouvernent, un gouvernement de l'ombre qui rappelle la manière dont le régime fonctionne malgré un gouvernement faible et corrompu ».[7]

Plutôt que la comparaison pour le moins audacieuse avec l'Italie, on interrogera ici le postulat relevant de ce que l'on pourrait qualifier de marxisme simpliste, ce raisonnement voudrait que le pouvoir politique réel réside dans le pouvoir économique. Or, les travaux sur l'État postcolonial montrent que c'est l'accès au pouvoir politique qui conditionne l'accumulation des ressources économiques. Assad est, à ce titre, un cas d'école. Les grandes figures du capitalisme syrien sont soit des militaires comme le cousin du président Rami Makhlouf, soit des hommes d'affaires qui, à l'instar de Mulki, doivent leur ascension fulgurante à des relations personnelles étroites avec le clan présidentiel. Il n'y a donc pas bien une bourgeoisie sunnite plus indépendante du régime et qui, d'ailleurs, a massivement émergé pendant le conflit. Cependant, cette bourgeoisie n'est tolérée que parce qu'elle occupe des secteurs du capitalisme parasite jugés trop peu profitables pour se les arroger. Relevant essentiellement de la construction, cette bourgeoisie opère donc dans l'espace qui lui est assigné par le pouvoir politico-militaire et

poids d'un quelconque « gouvernement de l'ombre ».

La domination absolue qu'exercent le clan présidentiel et les grands officiers alaouites sur le syrien n'est pas qu'il faille lire la guerre entamée en 2011 comme un affrontement dichotomique entre alaouites opposés au régime sont nombreux et les sunnites hostiles. L'opposition le sont encore ont activement soutenu Assad l'ont fait sur la base d'intérêts dépendants de la survie du régime pouvoir politique qu'ils détenaient en propre. Il demeure, en outre, que la question sunnite syrienne est une construction identitaire et d'un discours victimaire mais plutôt d'une condition objective ayant

Une communauté « dangereuse » et vulnérable

Quelle est donc cette condition sunnite ? Qu'y a-t-il de commun, hormis la dénomination religieuse, entre un paysan des environs d'Alep et un bédouin de la steppe ? La réponse tient dans le fait que les sunnites sont dangereux pour l'ordre politique qu'ils sont vulnérables face à ce dernier. Ils constituent une menace pour le régime alaouite parce qu'ils constituent une majorité écrasante de la population (environ 80 % avant 2011) et parce qu'ils sont susceptibles de s'unir s'ils font passer leur identité confessionnelle devant leur intérêt de classe. C'est la raison pour laquelle, en Syrie aujourd'hui comme en Irak sous Saddam Hussein (sunnite en Syrie, chiite en Irak) est érigée par le régime en problème sécuritaire majeur même si elle n'a pas de contenu politique. Parler de « communauté sunnite » en Syrie a donc un sens pourvu que l'on parle d'une communauté en puissance susceptible de se poser en communauté en s'opposant au pouvoir. En fait, donc, les sunnites sont également vulnérables face à ce dernier puisque, on l'a vu, ils n'exercent pas de pouvoir et l'appareil répressif.

La condition sunnite en Syrie est donc une condition objective aux conséquences tangibles. En temps de crise, les groupes confessionnels apparaissent surtout dans les régions où coexistent des populations alaouites et sunnites. Homs affirme ainsi que n'eurent été quelques nominations de fonctionnaires sunnites et chrétiens, la totalité des emplois publics de la ville aurait été attribuée aux alaouites.[10] Dans un système de relations personnelles, on ne s'étonne guère qu'à la veille du soulèvement de 2011, dans la localité de Tibnaya libanaise, l'institution sécuritaire démantelait les réseaux de contrebande sunnites tout en épargnant leurs voisins.[11]

Ces politiques n'ont pas entraîné l'enrichissement généralisé des alaouites aux dépens des sunnites. Les emplois publics de rang inférieur, ou la contrebande, apportent rarement la fortune, et parce que le secteur privé demeure très largement sunnite. Toutefois, les exemples énoncés plus haut trahissent l'État : les alaouites entretiennent pour beaucoup de liens personnels directs avec des membres du régime sécuritaire, les sunnites, quand ils n'ont pas les moyens de s'acheter les faveurs de l'un ou l'autre avec l'État par le biais de notables locaux agissant comme intermédiaires.[12]

C'est toutefois en temps de crise que la condition sunnite se matérialise dans toute sa cruauté. Le régime a déployé une violence sans limite contre les membres de cette communauté. Dès les

souvent, la répression de ce dernier varie selon l'identité ethno-confessionnelles des protagonistes. D'emblée nombreuses dans les régions arabes sunnites, elles demeurent rares, en dépit de la ville à majorité ismaélienne de Salamiyye ou dans les localités kurdes.[13] Les différences se reflètent à l'intérieur du système concentrationnaire que le régime met alors en place. Témoinant de ce système, un prisonnier politique alaouite explique ainsi que si la persécution des dissidents est générale, elle est politique d'extermination.[14] Le contraste entre la rareté des exécutions de détenus alaouites documentés chez les sunnites n'est donc pas le seul reflet de poids démographiques inégaux et différenciés.[15]

Outre la sévérité du châtiment, c'est sa dimension collective qu'il convient de souligner ici. Il n'est pas rare de voir un opposant pour être arrêté ou, en 2012, fusillé pour l'exemple en compagnie d'autres passants dans une localité sunnite identifiée comme hostile au pouvoir.[16] La même logique s'appliquera, à l'avenir, aux rebelles qui seront bombardés, affamés, gazés et déplacés les années suivantes.

Certains argueront ici que le régime n'a fait « que » réprimer des communautés locales qui lui ont opposé plus qu'il n'était animé par une logique confessionnelle. C'est toutefois ignorer que les conditions de l'affrontement étaient déterminées dès l'origine par la distribution inégale du pouvoir politico-militaire. Affirmer, par exemple, qu'Assad aurait réprimé avec la même violence une insurrection dans le cas contraire est passablement absurde : la domination des alaouites sur l'appareil militaro-sécuritaire exclut tout mouvement révolutionnaire de masse au sein de cette communauté et la possibilité pour le régime de réprimer de type militaire, l'armée syrienne ne pouvant mener une guerre contre la base sociale. Autrement, tant la contestation du régime syrien que la répression menée par celui-ci se déplacent de la capitale à des lieux de contingent mais sont au contraire la conséquence inévitable de la concentration du pouvoir.

Le rôle secondaire des idéologies

C'est précisément parce qu'elle résulte d'une condition objective que la question sunnite syrienne a des effets politiques, d'être formulée explicitement par des entrepreneurs identitaires. Rappelons que les courants confessionnels influent déjà sur la structuration de la vie politique syrienne dans les années 1950, époque dominée par des idéologies laïques rejetant les distinctions communautaires au rang de préjugés. Que de nombreux minoritaires voient dans le communisme, le baasisme ou le nationalisme grand épanouissement, les sunnites conservateurs espèrent défendre le statu quo en embrassant le nationalisme. Même l'extrême-gauche se divise *de facto* entre un Parti d'action communiste dominé par des alaouites et un Parti communiste-Bureau politique (Riyad al-Turk) à dominante sunnite.

L'islamisme sunnite, qui constitue depuis plus de quatre décennies la principale force d'opposition idéologiquement mieux équipée que les courants laïcs pour objectiver et exploiter la contradiction entre le régime et ses prétentions à la neutralité vis-à-vis des différences communautaires. Dans ses tentatives, l'islamisme cherche également à exacerber la polarisation confessionnelle des courants. L'exemple, évoqué plus haut, de la coloration confessionnelle des partis laïcs à l'époque où ceux-ci

que cette polarisation confessionnelle a précédé l'avènement de l'islamisme et, selon toute vraisemblance, si persistent les conditions de la politisation des appartenances communautaires. J'ai fait l'hypothèse que la politisation résulte moins de caractéristiques inhérentes à la société syrienne que de la nécessité étatique (commencer par la sécurité individuelle élémentaire), de recourir à des relations confessionnelles (plutôt qu'en s'adressant directement aux institutions. Il en résulte que le développement politique ne viendra pas d'un renouveau d'idéologies laïques promouvant une conception inclusive. Ce dont la Syrie a besoin, dit-on, ce sont par ailleurs les mérites intrinsèques d'une telle conception. Ce dont la Syrie a besoin, dit-on, ce sont des *institutions* robustes et fiables, c'est-à-dire indifférentes, dans la pratique, aux différences confessionnelles.

Ni cette évolution, ni de quelconques réformes politiques significatives ne surviendront sous le régime actuel. Tant que ceux-ci sont aux affaires, aucun mouvement social ne sera en mesure de faire pression sur le régime pour une meilleure gouvernance et davantage de liberté : bien qu'elles comptent nombre de dissidents, les minorités ne sont pas capables d'une mobilisation massive de sunnites (fait-ce, comme en 2011, au nom de la liberté et de la dignité communautaire) sera traitée par le régime avec la brutalité qu'il sait réserver au péril majoritaire. Il n'y a donc d'autres choix que d'être étouffée ou de se militariser de nouveau, en espérant cette fois-ci que le régime soit plus tolérant.

L'émancipation sunnite entre déni et suprématisme

Si l'avènement d'un pouvoir à dominante sunnite en Syrie permettait la communauté majoritaire d'éviter d'une annihilation par sa propre armée « nationale », il ne suffirait évidemment pas à résoudre les problèmes de la Syrie. Toutefois, la trajectoire actuelle du système politique irakien suggère que cet avènement induit un plan du clivage confessionnel au profit d'autres thématiques (gouvernance, relations extérieures, etc.) politiques issues de la majorité confessionnelle et favorisant en ce titre l'émergence d'alliances confessionnelles.

La perspective, aujourd'hui fort lointaine, de l'émergence d'un pouvoir sunnite en Syrie soulève la question quant au sort qu'un tel pouvoir réserverait aux minorités religieuses. On peut regretter que ce qui est le plus en danger, c'est davantage d'émois que n'a pu en susciter la *réalité* de la guerre d'extermination menée par le régime. Cette perspective est significative de la communauté majoritaire. Il faut cependant reconnaître que cette inquiétude présente, la demande d'émancipation sunnite a été articulée de la manière la plus bruyante par les sunnites. Ils l'envisagent en termes de suprématie plutôt que de justice. Dans une perspective théologique, les acteurs légitiment l'aspiration des sunnites à exercer le pouvoir par la supériorité de leur doctrine. C'est une telle logique qui justifie de leur point de vue la marginalisation des chrétiens et l'élimination des communautés musulmanes « hérétiques ».

L'antidote à ce suprématisme n'est pas le déni de la question confessionnelle et la promotion aveugle de l'appartenance communautaire) sur la « citoyenneté » : tant que les institutions étatiques ne démontrent *en pratique* leur indifférence en ce domaine, le déni ne peut générer que la suspicion. Pour que les sunnites gagnent en réalité à être sécularisée, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'elle doive être laïque, il faut que les institutions politiques laïques mais plutôt qu'elle soit détachée de toute considération théologique. Le refus de la part des minorités : de même que les sunnites ne peuvent se satisfaire d'une vague notion de citoyenneté.

- [7] Nir Rosen, « The war in Syria is not over », *Valdai Discussion Club*, 19 février 2019 : <http://not-over/> (consulté le 6 juin 2019).
- [8] Voir par exemple Jean-François Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Faya
- [9] Orwa Khalife, « Samer Foz, Assad's new favorite handyman », *Al-Jumhuriya*, 21 novembre <https://www.aljumhuriya.net/en/content/samer-foz-assad's-new-favorite-handyman> (consulté le 6 juin 2019).
- [10] Kevin Mazur, « Networks, informal governance, and revolutionary contention in a Syrian c séminaire du projet ANR *Shakk. De la révolte la guerre en Syrie*, Paris, EHESS, 4 avril 2019.
- [11] Émile Hokayem, « "Assad or we burn the country": misreading sectarianism and the regim ao t 2016 : <https://warontherocks.com/2016/08/assad-or-we-burn-the-country-misreading-syria/> (consulté le 6 juin 2019).
- [12] Mazur, « Networks, informal governance ... », *op. cit.*
- [13] Sur la gestion des minorités par le régime durant le soulèvement, voir Friederike Stolleis (*Identities and Affiliations of Local Communities in Syria*, Beyrouth, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2 <files/bueros/beirut/12320.pdf> (consulté le 6 juin 2019). Sur les dynamiques de confessionnalisme Pinto, « The Shattered nation : the production of sectarianism in the Syrian civil war », in *Dar Sectarianization*, Londres, Hurst, 2017.
- [14] Conversation avec des opposants syriens d'origines alaouite et chrétienne, Paris, avril 2017.
- [15] Sur la politique d'extermination menée dans les prisons du régime, voir Garance Le Caisne Poche, 2017.
- [16] Majd al-Dik et Nathalie Bontemps, *l'Est de Damas, au bout du monde. Témoignage d'un Quichotte*, 2016, p. 149 ; « Syria massacres seem to show slow, steady killing strategy », *Los Angeles Times*, 15 septembre 2012 : <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:khw2vgGCF24J:https://www.losangeles.com/2012/09/15/la-fg-syria-massacres-20120916-story.html+&cd=2&hl=fr&ct=clnk&gl=fr> (consulté le 6 juin 2019).
- [17] Thomas Pierret, « Syrie : État sans nation ou nation sans État ? », in Anna Bozzo et Pierre Moukoko, *nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise : entre logiques de division et société civile*, Roissy-CDG, 2017, p. 192.
- [18] Fanar Haddad, « The Waning relevance of the Sunni-Shia divide », *The Century Foundation* <https://tcf.org/content/report/waning-relevance-sunni-shia-divide/> (consulté le 6 juin 2019). | Dans le cas syrien, voir Yassin al-Haj Saleh, « On the Syrian majority », *PULSE*, 21 octobre 2016 : <https://pulsemedia.org/2016/10/21/yassin-al-haj-saleh-on-the-syrian-majority/> (consulté le 6 juin 2019).

Les opinions et interprétations exprimées dans ce texte n'engagent que son(ses) auteur(e)(s) les positions du CAREP Paris.

Articles similaires

[Le conflit syrien est-il terminé ?](#)
19/03/2019

[Syrie, Irak, Iran : l'Europe face au basculement
stratégique américain au Moyen-Orient](#)
19/02/2019

[Retrait am
répercussio](#)
21/02/201